

PREPARATION DE LA REUNION DU 18 FEVRIER A L'ELYSEE
Restaurer la confiance et soutenir la consommation

Dans la perspective de la réunion des partenaires sociaux mercredi à l'Élysée, le président et les vice-présidents de l'UPA ont rencontré le 17 février, Brice Hortefeux, Christine Lagarde, Eric Woerth, Laurent Wauquiez et Martin Hirsch.

Ils ont souligné la nécessité d'empêcher le développement d'une crise de confiance généralisée, qui annoncerait une baisse sensible de la consommation et un accroissement continu du nombre de chômeurs.

Parmi les solutions mises en avant, une augmentation directe des salaires est à proscrire. Elle aurait pour effet d'alourdir encore le coût du travail et de fragiliser l'emploi.

Les représentants de l'UPA ont en revanche appelé à pérenniser l'application du taux réduit de TVA dans le bâtiment et à étendre cette mesure aux secteurs à forte intensité de main d'œuvre dont les emplois ne sont pas délocalisables : coiffure, réparation automobile, restauration...

L'application d'une TVA réduite dans ces secteurs est clairement de nature à enclencher un cercle vertueux pour l'entreprise et pour la collectivité : baisse des prix, hausse du pouvoir d'achat, relance de la consommation, créations d'emplois.

Par ailleurs, l'UPA demande depuis de nombreuses années que le financement des prestations familiales n'incombe plus aux entreprises. En effet, la politique familiale relève de choix politiques nationaux et n'est plus liée à l'activité professionnelle. Il n'est donc pas pertinent de financer cette politique par des cotisations assises sur les salaires.

A contrario la suppression des cotisations patronales d'allocations familiales permettrait aux partenaires sociaux d'engager rapidement des négociations de branche tendant à revaloriser les salaires.

Enfin l'UPA a invité le gouvernement à abandonner des pistes qui se révéleraient totalement contre-productives. Ainsi en est-il du développement de la grande distribution et du travail le dimanche. La multiplication de grandes surfaces commerciales non seulement a des conséquences négatives sur l'emploi, mais nuit aussi à l'environnement, et ne permet pas d'améliorer le pouvoir d'achat des Français.